

Quels enjeux pour une alimentation durable pour toutes et tous ?

Les conséquences sociales de la pandémie sont dramatiques. Les files d'attente pour un colis alimentaire s'allongent. Peut-on parler d'accès à « l'alimentation saine, bio, locale, de saison » quand on sait que pour beaucoup de personnes, le problème est d'accéder à « l'alimentation tout court » ? Sous quel angle les démarches éducatives peuvent-elles se saisir de ces enjeux ? Comment réconcilier alimentation durable et sécurité alimentaire ? Les démarches éducatives peuvent-elles y participer ? Une interview d'Alexia Serré et Lotte Damhuis, de la Fédération des Services sociaux.

Qu'elle soit portée par des citoyen·nes ou/et par des politiques publiques, *l'alimentation durable*¹ - appelée aussi *alimentation saine, bio, locale, de saison* ou encore *éthique* - se présente comme un modèle alimentaire alternatif de transition juste et durable : bon pour la santé, bon pour la planète et rémunérant justement les agriculteurs et agricultrices. La responsabilité individuelle et collective faisant front face au modèle dominant du système agro-industriel mondialisé est aussi une dimension politique importante.

Du côté des consommateur·trices, l'alimentation durable est généralement associée aux personnes appartenant à des catégories sociales dotées d'un capital économique ou/et culturel assez élevé. Mais est-elle accessible aux personnes précarisées ? Si l'on souhaite rompre avec une société à deux vitesses, il semble primordial de penser conjointement les enjeux de la sécurité alimentaire et de l'alimentation durable. À défaut, le mouvement de l'alimentation durable participerait sans le vouloir à creuser davantage le fossé existant entre les personnes vivant en situation de précarité et celles qui ont le privilège de pouvoir choisir le contenu de leur assiette.

Pour le secteur de l'Éducation relative à l'Environnement (ErE), la question qui se pose alors est « *pourquoi et comment intégrer les personnes en situation de précarité dans nos pratiques d'Éducation relative à l'alimentation durable ?* » Cette question, à première vue pragmatique et anodine, renvoie en réalité à une lecture globale de la société et de ses enjeux. Elle renvoie aussi à des questionnements profonds sur les motivations guidant nos pratiques professionnelles d'ErE et sur leurs possibles écueils normatifs, occasionnant stigmatisation et violence symbolique.

Alexia Serré et Lotte Damhuis, de la Fédération des Services sociaux (FdSS), nous livrent leur expérience de chercheuses et certains des résultats de la recherche-action *Solidarité en primeur(s)* (Solenprim²) menée autour de l'accès pour tous à une alimentation de qualité à Bruxelles.

Qui sont les personnes ayant le moins accès à une alimentation saine ?

Alexia Serré : Dans tous les milieux sociaux, il y a des gens qui peuvent consommer de la malbouffe. Des travaux soulignent que dans nos sociétés industrialisées divers facteurs économiques et sociaux ont influencé l'évolution des pratiques alimentaires de l'ensemble de leurs populations : industrialisation, forte croissance d'après-guerre, production de masse, mondialisation de l'alimentation... Des mouvements relativement récents tentent d'inverser la tendance, mais aujourd'hui encore, la plupart des comportements alimentaires s'écartent régulièrement des prescrits de l'alimentation durable, et ce quelle que soit la situation financière des personnes. Il est important aussi de souligner que, pour les personnes précarisées, des connaissances sur « le bien manger » en termes de qualité nutritionnelle sont très souvent acquises. Par contre, en termes d'accès, la recherche que nous avons menée a mis en exergue que toute une série de personnes n'ont pas la possibilité de choisir pleinement leur alimentation. Notamment parce qu'elles dépendent de la distribution de colis ou de l'accès à une épicerie sociale. Cela soulève des questions lorsque l'on cible les personnes précarisées, avec des discours à vocation éducationnelle, au manger sain, équilibré.

Lotte Damhuis : Lorsque nous utilisons le terme de « personnes précarisées », nous pensons aux personnes ne bénéficiant pas des conditions sociales et économiques suffisantes pour avoir une vie digne sur toute une série de problématiques, dont l'alimentation. Il convient toutefois d'être prudent dans le langage qu'on utilise. En désignant cet ensemble de personnes, il y a un imaginaire derrière qui se crée et qui tend à homogénéiser le groupe. C'est le cas lorsque l'on utilise des expressions comme « l'alimentation des pauvres ». On crée une espèce de groupe qui *semble* homogène - ici dans ses pratiques alimentaires - mais qui en réalité ne l'est pas.

Comment le « bien manger » est-il défini par les personnes vivant en situation de précarité ?

AS : Dans le cadre du projet Solenprim, nous avons travaillé avec des personnes fréquentant des services d'aide alimentaire³. Nous avons travaillé avec elles la définition du « bien se nourrir » à leurs yeux. Nous ne voulions pas imposer une définition ou partir d'un présupposé normatif sur ce que devrait être le « bien se nourrir ».

Nous avons identifié 6 dimensions (ressources, socialisation, corps et normes de santé, identité, culture et enjeux politiques) qui montrent bien la complexité de l'acte alimentaire⁴ et le fait qu'il ne faut pas le réduire à sa seule dimension nutritionnelle ou éventuellement gustative.

Quels sont les freins dans l'accès à l'alimentation durable ?

AS : Si la question des moyens financiers et matériels représente clairement le premier frein souligné par les participant-es, du côté des acteurs de l'alimentation durable qui avaient rejoint les réflexions, certains discours exprimés étaient de l'ordre du : « *ce n'est quand même pas bien compliqué de se nourrir correctement avec 3, 4 ou 5 euros par jour, il suffit d'être inventif, d'aller au marché, de faire les choses par soi-même* ». Et ça, c'est une affirmation contre laquelle les personnes concernées s'inscrivent en faux. L'appréciation de « ce que c'est d'avoir peu d'argent » est subjective. Il y a beaucoup de familles qui n'ont pas 5 euros par jour à mettre dans l'alimentation.

LD : D'autres freins en termes de ressources, comme le manque de temps et d'espace adéquat et équipé pour pouvoir cuisiner, ont été également soulignés.

AS : En fonction du quartier dans lequel on habite, l'offre en termes d'alimentation saine est aussi inégale et agit comme un frein. Enfin, il y a des freins sociologiques⁵ à participer à des initiatives d'alimentation durable.

Quelles sont ces barrières sociologiques ?

AS : Outre la barrière du prix des produits bio, il y a des barrières sociologiques ne permettant pas aux personnes précarisées de se sentir suffisamment à l'aise dans les espaces d'alimentation durable (GAC, épiceries participatives, etc.). Les dispositifs qui essaient de lever la barrière du prix (une des conditions sans doute nécessaire) - tels qu'une... ne discrimination positive - attestent que ce n'est pas une condition suffisante pour assurer une « participation ».

LD : Tout espace a ses propres codes et modes de fonctionnement qui influent sur la participation de chacun-e. Y prendre part, c'est aussi devoir adopter ces codes. Or, des choses qui nous paraissent complètement anodines lorsqu'on y est socialisé peuvent potentiellement être des obstacles pour d'autres personnes.

AS : Il faut noter par ailleurs, comme le soulignent notamment les travaux d'Elisabeth Lagasse⁶, que les initiatives et les mouvements d'alimentation durable sont fort empreints de toute une série de normes qui peuvent assez vite s'ancrer du côté du choix individuel, responsable : l'idéal du consomm'acteur qui vote avec sa fourchette, etc. C'est ce fameux paradigme du colibri où chacun-e doit assumer sa part, se positionner de façon écologique et responsable à la fois vis-à-vis des enjeux sanitaires et environnementaux. Le combat pour une alimentation juste et durable pour tous doit aussi passer par un questionnement sur les échelles d'intervention : c'est tout un système agroindustriel qui est à questionner. Réduire la lecture du problème à une histoire de responsabilités individuelles risque de conduire à dépolitiser le débat.

Penser et construire le projet avec les personnes en situation de précarité peut participer à lever ces barrières sociologiques et tendre à une meilleure accessibilité ?

LD : Oui, mais il y a aussi la question du pourquoi. Pourquoi vouloir une mixité sociale ? Et qui est initiateur de cette idée, avec quelle intention derrière ? Il y a toujours des écueils possibles lorsqu'on désire « à la place de » ou « pour ». Il faut par ailleurs aussi questionner l'intention derrière. Entre vouloir émanciper des personnes et vouloir activer ces personnes, la frontière est ténue.

Que signifie « activer les personnes » ?

LD : Cela fait partie de ce qu'on appelle les « politiques d'activation » visant à susciter chez les personnes leur engagement comme gage d'une citoyenneté réussie : si tu veux être un-e bon-ne citoyen-ne, tu es un-e citoyen-ne qui participe, qui s'engage, etc. C'est toute cette question normative qu'il y a derrière... S'il existe de multiples raisons de participer, il y a aussi de bonnes raisons de ne pas participer auxquelles il faut être attentif-ve. Les formats dans lesquels on invite les personnes à participer créent aussi des conditions particulières de participation. Nous nous sommes à ce sujet appuyées sur les travaux de Julien Charles sur les dispositifs participatifs, qui partent du postulat que « participer ne va pas de soi »⁷. Pour revenir à cette question de la « mixité sociale », quand les gens se retrouvent dans des espaces où ce qu'ils vont amener n'est pas « adéquat », il y a risque d'autocensure. Pour éviter cela, la non-mixité peut être plus souhaitable. Les quelques projets qui fonctionnent bien en termes de mixité sociale sont souvent nés dans des quartiers où se côtoyaient déjà des classes sociales différentes qui, à un moment donné, mettent en place conjointement un projet.

AS : Dans le cadre d'un projet d'alimentation durable, c'est souvent en second lieu, une fois que tout est balisé, qu'on va se demander : « *pourquoi les personnes en situation de précarité ne sont pas là ? On leur a pourtant dit qu'elles étaient les bienvenues...* » La démarche de Solenprim reposait sur l'idée que les gens en situation de précarité puissent décider eux-mêmes d'un dispositif qui leur semblerait pertinent pour aller vers un accès pour tous à une alimentation de qualité. Un groupe d'achat collectif (GAC) a rejoint le projet. Il nous semblait très intéressant à inclure dans le partenariat parce qu'il touchait un public spécifique et s'était créé hors des sentiers classiques des GAC. Souvent les GAC se construisent dans l'idée de soutien à l'agriculture paysanne, de pouvoir rémunérer les agriculteurs au prix juste, d'aller vers des produits frais bio, locaux, durables, etc. Le groupe d'achat collectif partenaire de Solenprim était né dans un service social d'une ASBL, et s'était construit autour de l'achat en commun de denrées qui n'étaient pas strictement alimentaires, incluant par exemple du shampoing ou encore des fournitures scolaires. Nous avons constaté que, contrairement aux GAC orientés « alimentation durable », ses membres ne mettaient pas spécifiquement l'achat de fruits et de légumes au centre de leur démarche. Quand nous avons interrogé leurs motivations à participer à ce GAC, ils et elles ont expliqué qu'avoir accès à ces fournitures moins chères leur permettait d'équilibrer leur budget. Une intention de Solenprim à l'égard des membres de ce GAC était d'augmenter les capacités d'approvisionnement du groupe en fruits et de légumes, en leur disant : « On pourrait travailler ensemble pour que le GAC vous permette d'avoir plus facilement accès à ce type de denrées. » Si certain-es étaient preneurs, nous avons pu observer qu'il y avait un certain décalage entre les bonnes intentions du projet et les attentes des membres du groupe. Certain-es ont par exemple expliqué qu'ils et elles s'approvisionnaient déjà en fruits et légumes par leur propres moyens, en faisant les fins de marché ou autre. Nous avons eu des moments d'échanges autour de l'importance ou non pour eux de manger bio, durable, etc. A nouveau, nous avons constaté que la préoccupation pour la qualité des produits consommés était bien présente dans la discussion, mais que du point de vue de nombreux-ses participant-es, cette option n'était pas envisageable compte tenu du prix élevé du bio. Pour eux, le GAC n'avait pas été mis sur pied dans cet objectif-là.

Selon vous, quel est le principal levier pour rendre accessible l'alimentation saine ?

LD : On ne peut pas rester à un niveau d'intervention ou de lecture local, à l'échelle d'un quartier, des personnes et des citoyen-nes, même s'il constitue un niveau intéressant et pertinent. La question de l'accès à une alimentation de qualité pour tous est plus structurelle. On ne peut faire l'économie d'une lecture en termes d'inégalités sociales et de pauvreté. De manière un peu caricaturale : si on veut que les gens mangent bien, il faudrait peut-être commencer par leur donner un peu plus de moyens. Dans le calcul des dépenses quotidiennes, l'alimentation sert souvent de variable d'ajustement car c'est l'une de celles qui sont compressibles. Les frais de logement et le paiement des factures le sont moins.

AS : Aujourd'hui, les services d'aide alimentaire sont saturés. Ils ne parviennent pas à répondre à toutes les demandes qui leur parviennent, ou en tout cas, pas dans des délais acceptables. Se demander comment garantir aux personnes un budget suffisant pour se nourrir est donc une question politique essentielle. Les réponses se situent du côté d'un relèvement des minima sociaux, d'une plus grande justice fiscale et d'une politique de redistribution des richesses. Mais je pense que la question d'avoir un budget suffisant pour se nourrir doit aussi en partie être dissociée de la question de l'accès à l'alimentation saine. Concernant le travail à faire au niveau sociétal sur la qualité de l'alimentation, il faut passer à une lecture systémique, en interrogeant le système agroalimentaire dominant qui ne permet pas aujourd'hui un accès à des produits qualitatifs à des prix raisonnables. Aujourd'hui, ce système ne permet pas à une alimentation qualitative de se développer et d'être consommée par tous.

Il y a aussi la question des invendus, récupérés par les banques alimentaires...

AS : Sous couvert de faire d'une pierre deux coups : nourrir les pauvres et éviter le gaspillage alimentaire en récupérant les invendus, on se retrouve avec un système qui normalise le fait qu'il y a une série de personnes qui ne peuvent pas choisir leur alimentation, qui se contentent des invendus et des restes d'un système agro-industriel mal géré, et qui surproduit... Et donc, cela pose la question du respect de la dignité de tous dans un système qui fonctionne comme ça et qui semble se satisfaire d'avoir développé de telles solutions.

Si le souci est avant tout structurel, quel sens y a-t-il à éduquer les familles précarisées à l'alimentation saine et durable ?

LD : Le problème n'est pas en tant que tel de faire de la sensibilisation. Ça le devient lorsque l'idéal de l'alimentation saine et responsable devient un prisme par lequel on juge des comportements alimentaires ou de consommation de manière générale. Lorsqu'en somme, ça devient le paradigme dominant qui est proposé pour régler le problème d'un accès à l'alimentation. Si on réduit ce problème d'accès à un problème d'information et d'éducation des personnes, de comportements, on passe à côté des réels enjeux.

AS : Une des réponses opérationnelles qui paraît intéressante, c'est celle de la gratuité d'une cantine scolaire qualitative, par exemple. Il y a une forme de socialisation de *tous les enfants* - et non d'un groupe cible dont on pense qu'il s'alimente moins bien qu'un autre - à une certaine façon de s'alimenter qui peut passer par l'école. Cette gratuité, c'est une responsabilité de l'État. C'est une façon aussi d'avoir un impact sur l'accès sans être stigmatisant. Cette piste-là n'est pas LA solution, mais c'est une des solutions qui a le mérite d'éviter énormément d'écueils en termes de stigmatisation, de surresponsabilisation, de violence symbolique, etc.

Avez-vous le sentiment que le secteur de l'environnement s'empare suffisamment des questions sociales ?

LD : Sans doute de plus en plus. Il faut viser la convergence des luttes plutôt que de les dissocier. Par contre, il faut rester très attentifs aux écueils possibles. Par exemple, quand les dispositifs et les politiques publiques mis en place dans la lutte pour les enjeux climatiques ont pour effet d'augmenter les inégalités sociales, c'est problématique.

AS : Comme le souligne notre collègue Paul Hermant, chaque mesure politique envisagée devrait être étudiée au prisme des conséquences qu'elle aura sur un profil de personne particulier : celui de la femme, allotcaire sociale, cheffe de famille monoparentale. Si les effets de la mesure paraissent positifs sur elle, alors *seulement* on peut commencer à envisager de la valider.

Propos recueillis par Karima METTIOUI

¹ La FAO définit les régimes alimentaires durables comme étant « des régimes alimentaires ayant de faibles conséquences sur l'environnement, qui contribuent à la sécurité alimentaire et nutritionnelle ainsi qu'à une vie saine pour les générations présentes et futures. Les régimes alimentaires durables contribuent à protéger et à respecter la biodiversité et les écosystèmes, sont culturellement acceptables, économiquement équitables et accessibles, abordables, nutritionnellement sûrs et sains, et permettent d'optimiser les ressources naturelles et humaines ».

² Solenprim a réuni et co-construit la recherche et les actions du projet en travaillant avec les professionnels et bénéficiaires d'organismes qui proposent une aide alimentaire. La cellule Recherche Action et la Concertation Aide alimentaire de la FdSS ont ainsi travaillé en collaboration étroite avec 4 organisations offrant des services d'aide alimentaire et avec la plateforme Soli-Food.

³ L'aide alimentaire se décline classiquement en trois formats : les colis alimentaires, les restaurants sociaux et les épiceries sociales.

⁴ Ce que souligne également les travaux en sociologie de l'alimentation. Voir notamment De Saint Pol T. (2017), « Les évolutions de l'alimentation et de sa sociologie au regard des inégalités sociales », *L'année sociologique* 67(1) : 11-22 ; ou Ramel M. & Boissonnat H. (2018), « Nourrir ou se nourrir. Renouveler le sens que l'on porte à l'acte alimentaire pour renouveler nos pratiques face à la précarité alimentaire », *Forum* 153(1) : 53-61.

⁵ Pour consulter l'ensemble des freins identifié au terme de la recherche-action Solenprim, voir <https://solenprim.com/realisations/>

⁶ Lagasse E. (2017), « Mouvement pour une alimentation responsable et solidaire : une démocratie renouvelée ? » [Communication], Colloque *Le développement revisité. Regards croisés : intergénérationnels, interdisciplinaires et interrégionaux*, Louvain-la-Neuve.

Lagasse E. (2017), *Réseaux alimentaires alternatifs : élitisme ou émancipation ?* [Analyse], Entraide & Fraternité asbl.

⁷ Voir Charles J. (2016), *La participation en actes. Entreprise, ville, association*, Paris, Editions Desclée de Brouwer.

